

[Accueil \(https://lameuse.sudinfo.be\)](#) > [Belgique \(/38/sections/belgique\)](#)

Le secteur Horeca très inquiet: «les politiques ont le devoir de sauver les emplois»



Luc Marchal, président de la Fédération Horeca. - E.G.

Par Laurence Piret

| Publié le 20/09/2022 à 15:30

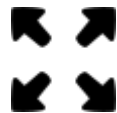
Dans l'Horeca, on grince des dents face aux factures d'énergie et aux annonces de hausses de prix et de régularisations hors normes.

« Après deux ans de crise sanitaire, l'été 2021 catastrophique et les inondations pour ceux qui les ont subies, la crise du personnel, la crainte du secteur est énorme », résume le Président de la Fédération Horeca, Luc Marchal. « Ce ne sont pas ces trois bons mois d'été qui vont faire table rase de tous les problèmes. La plupart des établissements, brasseries, restaurants, cafés, friteries, hôtels, se demandent comment ils vont faire... Et oui, certains pensent clairement à fermer, quelques semaines, quelques mois, voire devront mettre la clé sous la porte parce qu'ils n'y arrivent pas. Des hôtels vont fermer plus longtemps et n'ouvrir que pendant les vacances scolaires quand ils sont sûrs d'être rentables. On ne peut pas ouvrir un resto à moitié pour faire des économies. On ne peut pas cuire des frites dans de

l'huile tiède pour ne pas trop consommer... Et on ne peut pas encore augmenter les prix et répercuter ces hausses vers les clients, qui eux aussi voient leur pouvoir d'achat diminuer ».

L'Horeca, rappelle Luc Marchal, ce sont 140.000 emplois directs. 250.000 emplois, quand on compte les emplois directs chez les fournisseurs notamment. Le risque est donc énorme pour toute l'économie du pays...

Et le Président de la Fédération Horeca de fustiger les propositions d'aides du gouvernement avancées la semaine dernière. « On verra mais pour l'instant, ce ne sont que des paroles. « L'heure est grave et il faut que les politiques en prennent conscience. Autoriser des reports de paiement de cotisations ou d'impôts, c'est bien mais cela ne fait que reporter le problème. Le chômage économique, le personnel n'en veut plus après deux ans de covid : on a déjà eu du mal à garder une partie du personnel, l'autre ayant préféré quitter la profession. Les politiques ont le devoir social de sauver les emplois ».



L.P.

 **Téléchargez notre nouvelle appli Sudinfo**
(https://content.sudinfo.be/minisite/nouvelle_app_sudinfo/index.html)

Notre sélection vidéo

Ronaldinho à Sclessin: il se confie sur le Standard de Liège et donne son avis sur les Diak

vidéo en cours